



**PRÉFET
DE LOT-ET-GARONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de la Coordination
des Politiques Publiques et de l'Appui Territorial

Unité bi-départementale de la
DREAL Nouvelle-Aquitaine

Arrêté préfectoral complémentaire N° 47-2022-12-22-00003

portant modification des conditions d'exploitation de la carrière Société Départementale de
Carrières à Buzet-sur-Baïse

Le préfet de Lot-et-Garonne
Chevalier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

Vu le Code de l'Environnement et en particulier ses articles L.181-14 et R.181-45 ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié, relatif aux exploitations de carrières ;

Vu l'arrêté préfectoral n°47-201-12-20-003 du 20 décembre 2019 autorisant la Société Départementale de Carrières à exploiter une carrière de matériaux alluvionnaires sur la commune de Buzet-sur-Baïse ;

Vu la demande reçue le 11 janvier 2022 de la Société Départementale de Carrières de modifier certaines conditions d'exploitation de la carrière ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 5 décembre 2022 ;

Vu les observations formulées par l'exploitant en réponse au projet d'arrêté préfectoral complémentaire lui ayant été adressé le 29 novembre 2022 ;

Considérant que le projet de modification ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens de l'article R.181-46-1 du code de l'environnement ;

Considérant que la demande de modifications des conditions d'exploitation nécessite d'être encadrée par des prescriptions techniques et qu'il y a lieu d'adapter l'autorisation environnementale ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture de Lot-et-Garonne ;

ARRETE

- Article 1^{er} :

La Société Départementale de Carrières, dont le siège social est situé à Cubjac 24640 est autorisée à réaliser des opérations de pompage des plans d'eau compris au sein du périmètre de son exploitation de carrière située sur le territoire de la commune de Buzet-sur-Baïse aux lieux-dits « Campech », « Barrouil », « Lagahuzère », « Tricaut », « Burrenque » et « Les Champs de Gaule ».

Le tableau des installations concernées au titre de la nomenclature loi sur l'eau mentionné à l'article 1.2.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°47-201-12-20-003 est complété par la rubrique ci-dessous :

Rubrique Alinéa	A, D	Libellé de la rubrique (activité) critère de classement	Caractéristiques de l'installation / capacités maximales
2.2.1.0°	D	Rejet dans les eaux douces superficielles susceptibles de modifier le régime des eaux, à l'exclusion des rejets mentionnés à la rubrique 2.1.5.0 ainsi que des rejets des ouvrages mentionnés à la rubrique 2.1.1.0, la capacité totale de rejet de l'ouvrage étant supérieure à 2 000 m ³ /j ou à 5 % du débit moyen interannuel du cours d'eau (D)	<p>Baradasse Sud : Rejet maximum de 1200 m³/h ou 28 800 m³/j</p> <p>Avison : Rejet maximum de 800 m³/h ou 19 200 m³/j</p>

Les modalités de mise en œuvre des opérations de pompage précitées devront strictement se conformer aux prescriptions énoncées à l'article 2 du présent arrêté.

- Article 2 : Mise en œuvre des opérations de pompage

Suite à des périodes de pluviométrie exceptionnelles ou un événement de crue, un pompage des plans d'eau créés par l'extraction est autorisé afin d'accélérer le retour à des conditions d'exploitation acceptables.

La crue doit être en phase décroissante et le niveau de l'eau est inférieur à la cote d'alerte « Vigicrue ».

Caractéristiques des pompages et rejets autorisés :

Le pompage depuis la zone d'extraction vers les cours d'eau « Baradasse Sud » et « Avison » doit strictement répondre aux exigences suivantes :

- Le seuil de pompage est limité à 29,4 mètres NGF ; pour assurer la surveillance de ces opérations, l'exploitant dispose de façon permanente une échelle limnimétrique. Elle est solidement ancrée dans la gravière de telle sorte à ne pas être détruite lors des épisodes de crues ou lors de l'exploitation courante. Elle doit permettre de vérifier visiblement la limite des côtes de pompage autorisées.

Rejet Baradasse Sud :

- Le pompage effectué ne peut excéder un débit de rejet supérieur à 1200 m³/h pour le cours d'eau « Baradasse Sud ».
- Le rejet s'effectue via une canalisation enterrée (diamètre 600 mm) reliant le plan d'eau Sud et la Baradasse Sud
- Le point de rejet est aménagé afin d'éviter l'érosion des berges : présence d'enrochement (ou végétalisation) de part et d'autre du cours d'eau au point de rejet.

Rejet Avison :

- Le pompage effectué ne peut excéder un débit de rejet supérieur à 800 m³/h pour le cours d'eau « Avison ».
- Le rejet est effectué en aval de la RD642 avec la pose de deux conduites hydrauliques (diamètre 250 mm). La pose de cette conduite est réalisée avec l'accord du gestionnaire de voirie. Cet accord est transmis à l'inspection des installations avant toute opération.

Mesures de suivi des opérations:

Toute opération de pompage doit faire l'objet d'une surveillance adaptée permettant de prévenir de tout inconvénient vis-à-vis du milieu, des personnes et des biens. Tout événement contraire au respect des exigences précitées se traduit par l'arrêt immédiat des opérations en cours.

- Avant la mise en œuvre des dispositifs, l'exploitant parcourt le tracé des cours d'eau entre le point de rejet prévu et leur confluence avec la Baïse. Pour la Baradasse Sud, le cours d'eau est également parcouru sur sa section amont longue de 100 m. De même, l'état du fossé (ou de la conduite) entre le point de pompage et le point de rejet est contrôlé. Les éventuels embâcles sont enlevés.
- Après le démarrage des opérations de pompage, le linéaire concerné est contrôlé afin de vérifier l'absence de débordement (fréquence journalière). En cas d'anomalie constatée, le pompage est stoppé. A noter que si le débordement concerne l'Avison, le chef de carrière de DSL est également averti afin qu'il puisse également stopper ses opérations de rejets.
- L'exploitant doit tenir un registre assurant la traçabilité des opérations de pompage ainsi réalisées en reportant les éléments d'appréciation pertinents (dates de début et de fin des opérations de pompage, débits rejetés ; date et heure de l'arrêt des opérations, en fin d'opération calcul du volume total rejeté au milieu naturel, photographies, résultat de la surveillance effectuée).

- Article 3 : Contrôle de la qualité des eaux rejetées

L'exploitant effectue un contrôle hebdomadaire de la qualité des eaux rejetées au pont de rejet sur les paramètres dont un avant le début des premiers rejets :

- pH,
- Température,
- Demande chimique en oxygène,
- Hydrocarbures,
- Matières en suspension totale.

Les eaux rejetées respectent les valeurs limites d'émission suivantes :

- le pH est compris entre 5,5 et 8,5 ;
- la température est inférieure à 30 °C ;
- la demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (D.C.O.) a une concentration inférieure à 125 mg/l (norme NF T 90 101) ;
- les hydrocarbures ont une concentration inférieure à 10 mg/l (norme NF T 90 114).

Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur vingt-quatre heures ; en ce qui concerne la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.

- Article 4 : Surveillance du milieu

L'exploitant fait procéder à un contrôle de la qualité des eaux du milieu récepteur (Baradasse Sud ou Avison).

Pour cela, il aménage des points de prélèvement en amont et en aval du point de rejets, à une distance telle qu'il y ait un bon mélange des effluents avec les eaux du milieu naturel.

Sur ces deux points il procède à la mesure des matières en suspension totales (MEST) (norme NF T 90 105). Le rejet n'induit pas un accroissement supérieur à 30 % des matières en suspension.

De plus, la modification de couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone où s'effectue le mélange, ne doit pas dépasser 100 mg Pt/l.

Les résultats des contrôles réalisés sont tracés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans le bilan mentionné à l'article 6. Toute dérive des résultats est signalée à l'inspection des installations classées sans délai.

- Article 5 : Bilan

Tous les résultats de la surveillance sont enregistrés. À la fin des opérations, le bilan des mesures est transmis à l'inspection en charge des installations classées, accompagné de commentaires sur les causes des dépassements constatés ainsi que les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

- Article 6 : traversée de la voie communale 8 (VC 8)

Les matériaux sont transportés du site des secteurs d'extraction Lagahuzère et Campech via un convoyeur de plaine.

Ce convoyeur traverse la VC 8 via un ouvrage aérien d'une hauteur de 5 mètres. Son emplacement est défini en annexe :

- Annexe 1 : secteur Lagahuzère

- Annexe 2 : secteur Campech

Le passage supérieur du convoyeur est équipé de tôles de protection sous le convoyeur.

- Article 7 : publicité

Conformément aux dispositions réglementaires en vigueur, une copie de l'arrêté est déposée à la mairie de Buzet-sur-Baïse et peut y être consultée.

Un extrait du présent arrêté est affiché à la mairie de Buzet-sur-Baïse pendant une durée minimum d'un mois.

Le présent arrêté est publié sur le site internet de la Préfecture de Lot-et-Garonne, pendant une durée minimale de quatre mois.

- Article 8 : copie et exécution

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Lot-et-Garonne ;
Madame la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Nouvelle-Aquitaine ;
Les inspecteurs de l'environnement placés sous son autorité ;
Monsieur le Maire de la commune de Buzet-sur-Baïse ;

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté dont une copie leur sera adressée, ainsi qu'à la société SDC.

Agén, le **22 DEC. 2022**

Pour le Préfet,
Le Secrétaire général,


Florent FARGE

voies de recours

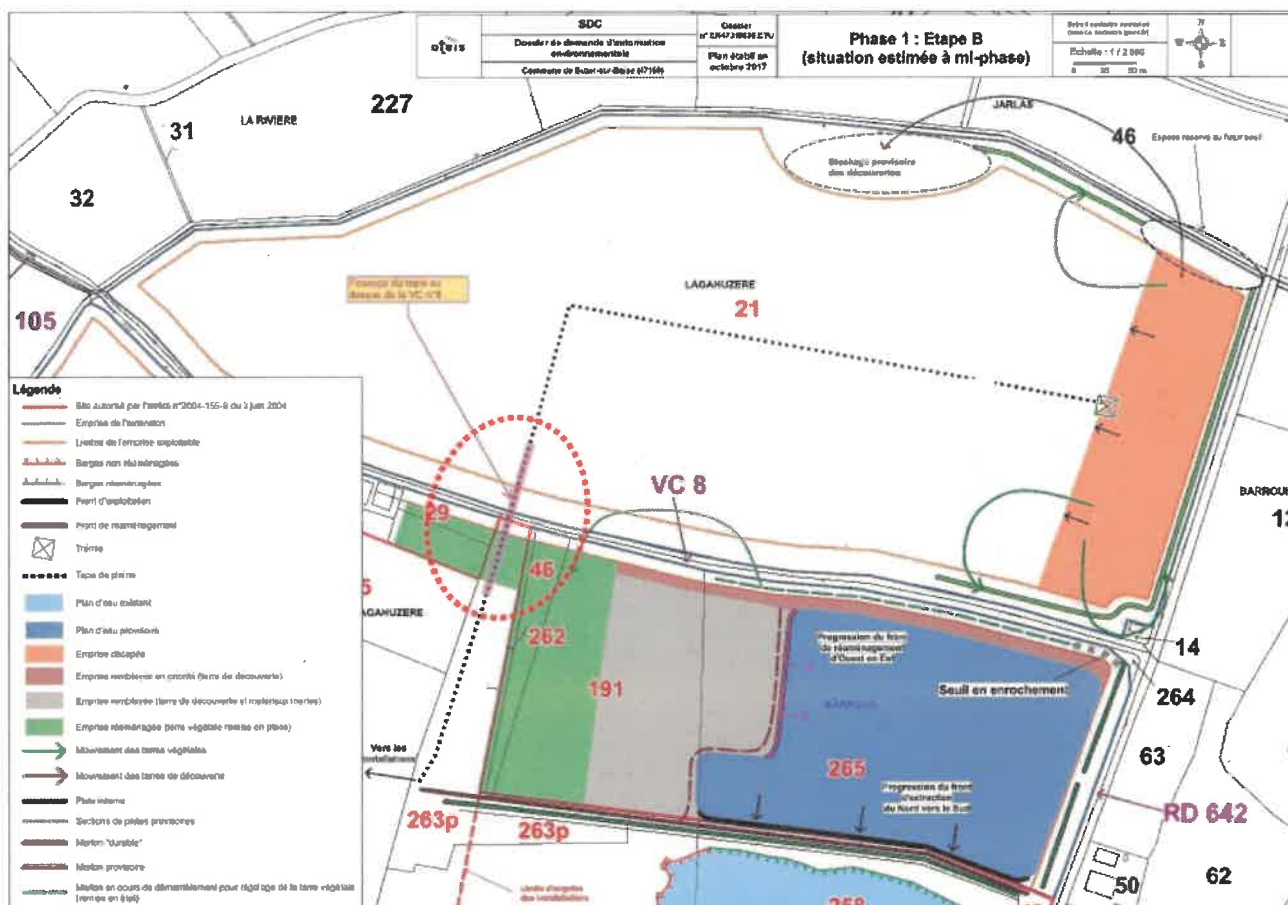
Conformément à l'article L.514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Bordeaux dans les délais prévus à l'article R.514-3-1 du même code :

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

2° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les décisions mentionnées au premier alinéa du R.514-3-1 peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais de 4 mois pour les tiers et 2 mois pour le demandeur.

Annexe 1 : emplacement convoyeur aérien traversant la VC 8 lors de l'extraction du secteur Lagahuzère



32
Accès réservé aux caristes
(vers les emplacements forestiers)

VC 105

6
Pente forte

183

204

30

29

46

262

205
LAGANZIERE

25

26

27

234

266

156

146

147

267

229

2

31

32
Accès réservé aux caristes
(vers les emplacements forestiers)

VC 105

6
Pente forte

183

204

30

29

46

262

205
LAGANZIERE

25

26

27

234

266

156

146

147

267

229

2

31

32
Accès réservé aux caristes
(vers les emplacements forestiers)

VC 105

6
Pente forte

183

204

30

29

46

262

205
LAGANZIERE

25

26

27

234

266

156

146

147

267

229

2

31

32
Accès réservé aux caristes
(vers les emplacements forestiers)

VC 105

6
Pente forte

183

204

30

29

46

262

205
LAGANZIERE

25

26

27

234

266

156

146

147

267

229

2

31

32
Accès réservé aux caristes
(vers les emplacements forestiers)

VC 105

6
Pente forte

183

204

30

29

46

262

205
LAGANZIERE

25

26

27

234

266

156

146

147

267

229

2

31

32
Accès réservé aux caristes
(vers les emplacements forestiers)

VC 105

6
Pente forte

183

204

30

29

46

262

205
LAGANZIERE

25

26

27

234

266

156

146

147

267

229

2

31

32
Accès réservé aux caristes
(vers les emplacements forestiers)

VC 105

6
Pente forte

183

204

30

29

46

262

205
LAGANZIERE

25

26

27

234

266

156

146

147

267

229

2

31

32
Accès réservé aux caristes
(vers les emplacements forestiers)

VC 105

6
Pente forte

183

204

30

29

46

262

205
LAGANZIERE

25

26

27

234

266

156

146

147

267

229

2

31

32
Accès réservé aux caristes
(vers les emplacements forestiers)

VC 105

6
Pente forte

183

204

30

29

46

262

205
LAGANZIERE

25

26

27

234

266

156

146

147

267

229

2

31

32
Accès réservé aux caristes
(vers les emplacements forestiers)

VC 105

6
Pente forte

183

204

30

29

46

262

205
LAGANZIERE

25

26

27

234

266

156

146

147

267

229

2

31

32
Accès réservé aux caristes
(vers les emplacements forestiers)

VC 105

6
Pente forte

183

204

30

29

46

262

205
LAGANZIERE

25

26

27

234

266

156

146

147

267

229

2

31

32
Accès réservé aux caristes
(vers les emplacements forestiers)

VC 105

6
Pente forte

183

204

30

29

46

262

205
LAGANZIERE

25

26

27

234

266

156

146

147

267

229

2

31

32
Accès réservé aux caristes
(vers les emplacements forestiers)

VC 105

6
Pente forte

183

204

30

29

46

262

205
LAGANZIERE

25</